ARABE

combat pour le changement ?

Aux lieu et place de ce mouvement, commencèrent à apparaître des organisations dont la principale revendication fut l'établissement d'un ordre moral rigoriste et l'application de la chariaâ. Ils se donnèrent le nom de Frères musulmans et un chef, particulièrement charismatique, Hassan El-Banna. C'était en Egypte, quelques années avant la révolution des Officiers libres de 1952. Leur fait d'armes le plus notoire fut l'incendie des cinémas du Caire dirigé, non contre le protectorat britannique décrié par Saâd Zaghloul, mais contre la vie dissolue du roi Farouk et de sa cour.

La déposition de celui-ci par le mouvement de Nasser mit un terme brutal à l'organisation étêtée de son leader, pendu pour l'exemple.

La purge laissa des traces indélébiles aussi bien dans les rangs de la formation islamiste que dans la mémoire collective de la société égyptienne de la même façon que les massacres de Hama perpétrés, lors d'une nuit des longs couteaux très meurtrière, par les milices paramilitaires du Baâth syrien de Hafez El-Assad intronisé par un coup d'Etat. L'accalmie ne fut que de courte durée puisque, tour à tour, le Soudan où Sadek El-Mahdi et Tourabi montèrent au créneau, aidés en sous-main par l'armée, après l'extermination des communistes et l'Afghanistan tombé sous le contrôle de Masoud et de Heykmetyar qui, après la déroute des troupes soviétiques, replacèrent sur orbite l'islamisme désormais organisé en Internationale.

Photos: DR

Le triomphe obtenu à la régulière à plus de 65% en Egypte, salafistes compris, et à la majorité relative en Tunisie et au Maroc, ouvre la voie royale à l'établissement d'une sorte de démocratie islamique quasi comparable à la Démocratie chrétienne qui régna après la Seconde Guerre mondiale sur l'Europe avec le RPF du général De Gaulle, la CDU de Konrad Adenauer et de la Démocratie chrétienne italienne.

L'arrivée sur la scène de Ben Laden acheva de doter celle-ci de moyens financiers colossaux qui lui permirent de créer El-Qaïda, de maîtriser les technologies de communication les plus sophistiquées et d'en faire un usage systématique, en particulier sur Internet. La suite est connue : le mouvement surgit en Palestine avec le Hamas et Cheikh Yassine en Tunisie avec Ennahda et Ghanouchi, en Algérie avec le FIS et Abassi Madani, au Yémen avec Ezzendani, au Maroc avec le Parti de la justice.

Ces partis connurent des fortunes diverses selon qu'ils agirent pacifiquement ou en utilisant la violence. Interdits pour les uns, réduits à la clandestinité ou intégrés dans le jeu politique pour d'autres, ils empruntèrent un profil bas au lendemain de l'attentat du 11 septembre 2001 et des guerres du Golfe, d'Afghanistan et d'Irak jusqu'à ces fameux 14 et 25 janvier 2011 qui ébranlèrent le monde et au cours desquels ils prirent le train en marche. En apparence seulement, car en réalité, leur victoire aux élections législatives de Tunisie, du Maroc, d'Egypte, celles d'avant, en Palestine occupée qui consacrèrent le Hamas de Machaâl et de Hanya, et celles attendues, selon toute vraisemblance, en Libye, au Yémen et en Syrie, sans mésestimer les acquis déjà obtenus en Jordanie, au Koweït et sans parler des avancées opérées en Indonésie, au Nigeria et même en Malaisie, un pays émergent qui a réussi sa mue sous l'empire de la chariaâ, leur victoire, disje, apparaît plutôt comme le fruit d'un travail long et patient, opéré dans une société réelle, encadré par une école et des médias islamisés et aussi grâce à des fonds immenses levés en Arabie Saoudite, au Qatar et dans la diaspora.

Le triomphe obtenu à la régulière à plus de 65% en Egypte, salafistes compris, et à la majorité relative en Tunisie et au Maroc, ouvre la voie royale à l'établissement d'une sorte de démocratie islamique quasi comparable à la démocratie chrétienne qui régna après la Seconde Guerre mondiale sur l'Europe avec le RPF du général De Gaulle, la CDU de Konrad Adenauer et de la Démocratie chrétienne italienne. Et déjà, l'AKP de Turquie, l'ancien membre du Pacte de Bagdad, l'ex-Cento, appendice de l'Otan, présentée comme respectueuse des équilibres internes globaux, est désignée, de facto, par ses supporters européens et américains, comme le modèle à suivre.

La ceinture verte de Zbigniew Brezinski pourra, ainsi, être bouclée. Un seul maillon y manquera : l'Iran difficile à gérer avec ses ambitions nucléaires. Dans l'idée des partisans de cette théorie, la parenthèse du colonialisme et de la fausse laïcité des pouvoirs nationalistes sera, de cette façon, refermée, comme le fut la parenthèse communiste en Russie et en Europe de l'Est et le retour à la *Açala*, l'authenticité des sociétés arabo-musulmanes sera assurée dans un monde globalisé qui tend à devenir plus asiocentriste qu'occidentalocentriste.

Alors, que vient faire ici l'alliance entre des partis de gauche et des partis islamistes en Tunisie et au Maroc ? A quelle réalité et à quelle demande répond-elle ?

Des tentatives doctrinales et politiques abondant dans ce sens ont vu le jour en Union soviétique dans les années 20 et en Algérie dans les années 30 et 90 du siècle dernier. En Union soviétique, Sultan Galiev, un transfuge de l'Asie musulmane, nommé secrétaire aux nationalités par Lénine, entreprit d'élaborer une synthèse entre l'islam et le communisme, «une hérésie» sanctionnée rapidement par une sentence d'exécution commandée à la police politique par Staline.

Le Congrès musulman convoqué en 1936 à Alger par la coalition formée par les nationalistes, les ulémistes et les communistes contre le colonialisme célébrant sa gloire, quelque temps auparavant, lors du Centenaire, préfigura ce que le FLN sera plus tard, plus exactement à partir de 1956 ; un précédent qui inspira, sans doute, les partis cosignataires de la déclaration de Sant'Egidio réunissant le FIS, Nahda, le FLN, le FFS et le PT, au lendemain de l'annulation du processus électoral du 26 décembre 1991. Que peut-on conclure de tous les développements qui précédent et sur quelle projection peut-on les prolonger ?

La réapparition de la gauche et des syndicats, plus actifs sur la scène politique maghrébine et dans une moindre mesure au Machreck, bien que minoritaire, émiettée et élimée, après une très longue clandestinité, a-t-elle, avec ses élites, encore un rôle à jouer dans l'orientation de la société ? Certains commentateurs politiques arguent que l'entrée du CPR (le Congrès pour la République) de Merzouki et du Takatoul dans le gouvernement du parti Ennahda n'est qu'un moyen d'empêcher celui-ci d'appliquer son programme dans un pays où la société attache une grande importance à la question de la femme, aux droits de l'homme, à la liberté d'expression, au progrès social et à l'alternance démocratique. Le palais royal marocain partagerait, aux yeux de ces commentateurs, la même préoccupation en encourageant le Parti progressiste et social, héritier de l'ex-PC marocain, dirigé par Nabil Benabdallah et le Mouvement populaire amazigh à entrer dans le cabinet de AbdeliIllah Benkirane, le leader du Parti de la justice et du développement, vainqueur des élections.

«Le compromis historique» aurait-il des chances d'être passé malgré ces arrière-pensées ?

Les Frères musulmans égyptiens gênés par la percée salafiste voudraient bien aller vers la société civile et ouvrir leur prochain gouvernement aux élites représentatives pour donner des gages aussi bien aux jeunes initiateurs de la révolution qu'aux puissances occidentales. Encore faut-il que le Bloc de la révolution continue et que le Mouvement du 6 Avril, Al-Karama des Nassériens, le Wafd et le Parti des Egyptiens libres le veuillent bien. Le spectre politique qui se profile à l'horizon du Yémen et de la Syrie augure de la même tendance.

La réapparition de la gauche et des syndicats, plus actifs sur la scène politique maghrébine et dans une moindre mesure au Machreck, bien que minoritaire, émiettée et élimée, après une très longue clandestinité, a-t-elle, avec ses élites, encore un rôle à jouer dans l'orientation de la société ?

Reste la Libye qui n'a pas encore soldé ses comptes avec l'ancien régime et traîne un déficit institutionnel tel qu'il lui faudra davantage de temps pour stabiliser les rapports de forces et former, là aussi, une alliance islamo-technocratique capable de diriger le pays sans heurter les puissances qui l'ont aidé à se débarrasser de l'ancien pouvoir, un vice de fond dont les thouwar libyens tentent, aujourd'hui, avec grand fracas de se débarrasser.

Est-ce pour autant la fin des luttes politiques et sociales ? Pas si sûr, répond Samir Amine, l'économiste égyptien qui pense que «les élections de ces dernières semaines avaient pour but de récupérer la révolution et que le combat pour le triomphe final du mouvement révolutionnaire qui déboulonna Hosni Moubarek est loin d'avoir cessé». Dans cette violente tempête qui a emporté quatre régimes, l'Algérie constitue-t-elle une exception ainsi que le prétendent des exégètes politiques ?

Ou bien connaîtra-t-elle le même sort que ses voisins, par l'effet de la contagion.

Oui et non si l'on en croit les uns et les autres.

Oui, parce qu'elle réunit les mêmes ingrédients socioéconomiques et historiques qui ont provoqué le raz-de-marée arabe. Le tableau des disparités sociales aggravé par la corruption, l'économie informelle, l'effritement de l'Etat, l'accumulation des déficits en droits humains, le chômage, la crise du logement, la répression malgré la levée de l'état d'urgence réunit, selon les pessimistes, toutes les conditions pour déclencher un mouvement semblable à ceux qui l'ont précédé ailleurs. Non, répondent les optimistes, l'Algérie n'a pas à suivre de modèle, elle constitue, elle-même, un modèle fort de sa Révolution du 1er-Novembre, de ses ressources naturelles, de ses infrastructures, de ses revenus, de ses élites, de sa communauté à l'étranger et de son armée républicaine garante de l'unité de la nation.

Ses islamistes partagent les pouvoirs exécutif et législatif depuis 20 ans et s'apprêteraient, même, sous réserve d'un scrutin libre et transparent, à conduire une majorité avec le concours d'autres forces représentatives de la société réelle, assurés qu'ils sont d'un électorat soudé et discipliné et, naturellement, d'un réseau très ramifié de bailleurs de fonds.

Qui dit vrai ? Qui dit faux ?

Les tout prochains mois livreront les premiers éléments de réponse à cette interrogation, lors de ce qui est jugé comme le test de la dernière chance, même si les plus sceptiques pensent que ces élections sont un trompe-l'œil destiné à calmer les ardeurs de l'opposition et à isoler les facteurs de déflagration sociale.

Une mobilisation conséquente de l'électorat sauverait la mise des réformes et devrait inciter les successeurs de l'actuel gouvernement à travailler, dans le respect d'une charte des libertés, à l'accession rapide des élites au pouvoir réel, quelles que soient leur origine sociale, leur formation et leur obédience idéologique.

A défaut, la société algérienne ira droit vers l'inconnu ; un inconnu gros de tous les dangers.Néanmoins, ne tirons pour l'heure des plans sur la comète, tant il est vrai que l'Histoire ne se forge pas à coups de supputations. Marx avait prévu la révolution prolétarienne en Allemagne dont les caractéristiques répondaient à tous les critères requis. Elle a eu lieu en Russie pré- capitaliste et en Chine féodale qui n'en réunissaient que très peu. Comme quoi nul n'est prophète en son pays.

B. M.